



La recomposition sociodémographique des campagnes québécoises à la croisée des dynamiques agricoles et paysagères

Gérald Domon¹, Julie Ruiz², Sylvain Paquette¹ et Louis Roy³

¹Faculté de l'aménagement, Université de Montréal, Montréal QC ; ²Section Géographie, Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières, QC ; ³Département d'Anthropologie, Collège Édouard-Montpetit, Longueuil QC. Adressez vos commentaires à gerald.domon@umontreal.ca

Soumis le 17 novembre 2011. Accepté le 6 avril 2012.

© Canadian Regional Science Association/ Association canadienne des sciences régionales 2011.

Domon, G, Ruiz, J, Paquette, S, & Roy, L. 2011. La recomposition sociodémographique des campagnes québécoises à la croisée des dynamiques agricoles et paysagères. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 34(4), 115-133.

Visant à mieux comprendre l'émergence, la nature et la portée du phénomène de néo-ruralité, le présent article propose une synthèse d'un cheminement de recherche de plus de 10 ans. Prenant appui sur trois territoires distincts, il propose une double lecture du rôle du paysage dans le phénomène de migration néo-rurale et plus largement rurale ; il met en évidence la nécessité de dépasser les binômes traditionnellement utilisés dans les études sur la recomposition sociodémographique des milieux ruraux, et, sur ce plan, montre le caractère heuristique de la notion de communauté de relations au territoire. Enfin, en dressant un bilan des enseignements de ces recherches, il propose de futures pistes de recherche

The new importance of neo-rural inhabitants recorded from the end of the 1980s appears connected to two closely linked dynamics, i.e. the transformation of agriculture and the increase of interest in landscapes. Seeking a better understanding of the emergence of the neo-rural phenomenon, as well as its nature and its effect on rural territories, this article proposes a synthesis of over 10 years of research. First, this synthesis draws a portrait of the agricultural transformations that have occurred since the 1950s, and retraces the emergence of support for the protection and the improvement of landscapes in Quebec. In doing so, it illustrates the role that landscapes now have as levers of economic and social development in rural areas. Based on three research projects undertaken in separate territories, one in an area of agricultural abandonment and two others in areas of intensive agriculture, this synthesis then proposes a double interpretation of the role of the landscape in the phenomenon of neo-rural migration, and rural migration in general. It shows that this migration contributes to novel ways of inhabiting rural areas, and is indicative of a profound change in the meaning of rurality. By comparing the relationships to the territory and to the community that are held by the local and neo-rural populations, farming and non-farming populations, it then exemplifies the necessity of going beyond these dichotomies that have been traditionally used in studies of the social and demographic restructuring of rural areas, and at the same time illustrates the heuristic potential of the notion of community of relationships in relation to the landscape. Finally, the synthesis, using its review of the understanding achieved through this research, makes a critical assessment of the neo-rural phenomenon and proposes avenues for future research. Of major importance here is the need to acquire a better grasp and a better understanding of the relationships between rural populations, whatever their occupation and their origin, and their territory and their local community

Les nouveaux ruraux dans les campagnes au Québec et en France : impacts et défis.
Numéro spécial : rédactrice invitée : Myriam Simard, INRS

Au Québec (Fortin, 1971) comme en France (Mendras, 1984), la mort du rural a depuis longtemps été annoncée. La diminution de la population rurale, l'urbanisation des campagnes et l'homogénéisation des modes de vie, au-

raient, parmi d'autres, sonné la fin d'un monde révolu. Or, comme les recensements nous le rappellent inévitablement, force est de reconnaître que le rural est toujours bien vivant, sa population s'étant maintenue aux en-

virons de 20 % de la population totale au cours des quarante dernières années. Plus encore, bien que plusieurs milieux soient bel et bien confrontés à la dévitalisation, d'autres connaissent une croissance significative.

Si donc le rural n'est pas mort, une certaine forme de ruralité est toutefois à jamais disparue. Ainsi, le rural québécois n'entretient aujourd'hui que très peu de choses avec les portraits qui, comme celui dressé par Horace Miner (1939), dépeignait une campagne essentiellement agricole, entièrement homogène et apparemment figée dans le temps. Traversés par un bouleversement profond de leurs caractères traditionnels, les milieux ruraux se voient aujourd'hui obligés, pour assurer leur viabilité, de miser sur de nouvelles ressources, de diversifier le profil de leurs résidents et, pour y parvenir, de faire notamment appel à la venue de nouvelles populations, fussent-elles d'origine urbaine. C'est du moins l'hypothèse à la base des travaux sur la dynamique des milieux ruraux amorcés à la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal (CPEUM) au milieu des années 1990.

Relativement récent au Québec, le phénomène de « néo-ruralité » y demeure peu étudié (Jean, 1997 ; Roy et al, 2005 ; Simard, 2007) et sa genèse reste à construire. Si cette genèse pourra bénéficier du riche éclairage fourni par les différents travaux sur le phénomène de périurbanisation (ex. : Bédard & Fortin, 2004 ; Després & Lord, 2005 ; Fortin & Després, 2008), avec lequel il partage, de toute évidence, certains traits communs, ses origines, ses particularités et ses incidences restent ici comme ailleurs (Cadieux et Hurley, 2011) à circonscrire. Ainsi, alors que, comme l'ont montré les travaux de Brunet (1980) un certain engouement pour une vie plus simple, plus libre et plus près de la nature paraît être à l'origine du premier mouvement significatif de « retour à la terre » au début des années 1970, les racines du phénomène pourraient être plus profondes. Elles pourraient effectivement remonter aux premières appropriations des sites de villégiature en milieu rural, à l'émergence du mou-

Tableau 1. Quelques éléments comparatifs des études de cas

Localisation	Havelock	Saint-Valérien-de-Milton, Saint-Dominique	Saint-Jacques, Sainte-Marie-Salomé, Saint-Ambroise
Objectifs principaux	Mise à jour des motifs d'implantation des néo-ruraux	Mise à jour des motifs d'implantation des migrants ruraux et des néo-ruraux	Mise à jour des valorisations paysagères
	Mise à jour des perceptions et des relations entre néo-ruraux et locaux	Mise à jour des valorisations paysagères et compréhension des relations au territoire entretenues par tous les groupes de populations	
Type d'entrevues	entrevues semi-dirigées	entrevues semi-dirigées	entrevues semi-dirigées
Nombre d'individus enquêtés	30	27	46
Durée des entrevues	1h30	1h30-2h00	30-45 min
	Groupe de populations rencontrées*	20 locaux	10 locaux
30 néo-ruraux		4 néo-ruraux	9 néo-ruraux
		13 migrants ruraux	25 migrants ruraux
		17 Agriculteurs	24 Agriculteurs
		10 non agriculteurs	22 non agriculteurs

*Le terme «néo-ruraux» désigne les individus d'origine urbaine qui ont choisi de s'implanter durablement en milieu rural. Les «migrants ruraux» sont l'ensemble des individus d'origine rurale qui ont migré dans les territoires d'étude. Enfin, les «locaux» sont les individus qui ont passé l'essentiel de leur vie au sein de la municipalité qu'ils habitent.

vement de conservation de la nature à travers la création des parcs nationaux à la fin du XIXe siècle, de même qu'à la mobilité accrue permise par la généralisation de l'automobile.

Cela dit, l'importance nouvelle des néo-ruraux enregistrée à compter de la fin des années 1980, soit des individus d'origine urbaine qui ont choisi de s'implanter durablement en milieu rural, paraît indissociable de deux dynamiques étroitement liées, à savoir la transformation de l'agriculture et la

montée d'intérêt pour les dimensions qualitatives du territoire et plus spécifiquement encore pour les paysages. En prenant pour point de départ ces hypothèses et offrant une synthèse d'un cheminement de recherche étendu sur plus de 10 ans¹, le présent article vise dans un premier temps à dresser un portrait des transformations agricoles survenues depuis les années 1950 et à retracer l'émergence des manifestations pour la protection et la mise en valeur des paysages au

Québec. Ce portrait montrera comment les transformations agricoles et les mutations subséquentes des paysages ruraux pourraient avoir contribué à l'intérêt nouveau que les urbains portent désormais à la campagne. Il mettra également en évidence le rôle de levier de développement économique et social que constitue aujourd'hui le paysage pour les milieux ruraux. Les deux sections suivantes prendront appui sur trois recherches menées dans des territoires distincts soit une en zone de déprise agricole et deux autres en zone d'intensification agricole (tableau 1). La seconde section proposera une double lecture du rôle du paysage dans le phénomène de migration néo-rurale et plus largement rurale. Ce faisant, elle montrera que cette migration participe de nouvelles manières d'habiter les milieux ruraux et témoigne d'un changement profond des significations du rural. Ces nouvelles manières d'habiter les milieux ruraux seront spécifiquement abordées dans la troisième section. En comparant les relations au territoire et à la collectivité entretenues par les populations locales et néo-rurales, agricoles et non agricoles, cette section mettra en évidence la nécessité de dépasser ces binômes traditionnellement utilisés dans les études sur la recomposition sociodémographique des milieux ruraux, et montrera le caractère heuristique de la notion de communauté de relations au territoire. Enfin, dressant un bilan des enseignements de ces recherches, la dernière section posera un regard critique sur la néo-ruralité et proposera de futures pistes de recherche.

Éléments de compréhension de l'émergence de la néo-ruralité au Québec

Si, comme souligné précédemment, la genèse du phénomène de néo-ruralité au Québec reste à construire, les transformations de l'agriculture québécoise et l'intérêt nouveau porté au paysage ont, de toute évidence, largement participé de l'importance qu'il revêt aujourd'hui.

Transformations de l'agriculture québécoise : quelques balises

En raison de l'ouverture tardive à la colonisation de certaines régions (Abitibi, Matapédia), c'est peu après la crise économique du début des années 1930 que l'écoumène agricole québécois atteint le maximum de son déploiement (Courville, 2000). Dans le sud de la province, la déprise de l'agriculture s'amorce toutefois dès la fin du XIXe siècle sur les secteurs morainiques² (Domon & Bouchard, 2007). Cela dit, au milieu du siècle dernier, l'agriculture continue de dominer le territoire rural. Les 134 000 fermes supportant une population de quelque 792 000 individus représentent à ce moment près de 60 % de la population rurale. Cette agriculture est par ailleurs fortement et quasi uniformément tournée vers la production laitière (Perron, 1980), production qui compte plus de 70 % des exploitations et qui, du coup, en constitue l'assise principale. Or, après avoir enregistré une progression spectaculaire de quelque 50 % entre 1941 et 1966, la production annuelle de lait plafonne à la fin des années soixante aux environs de 29 000 hectolitres.

Ce plafonnement, couplé à augmentation constante du nombre de litres de lait produits par vache (2828 L/an en 1965 ; 3231 L/an en 1969), allait plonger tout au cours des années 1960 et 1970, le secteur agricole dans une série de crises successives. Aussi, à l'aube des années 1970, non seulement les perspectives de développement de l'industrie laitière paraissent-elles faibles, mais les producteurs sont depuis 1969 confrontés à un système de quotas visant à contrôler la production et à permettre la stabilisation des prix. Ce double objectif ne pourra être que partiellement atteint si bien qu'en 1976, à la suite d'une réduction sensible des quotas de production, une des pires crises qu'ait connues l'agriculture québécoise éclate.

Si cette agriculture continue d'être axée sur une production pour laquelle la demande stagne, elle dépend largement de sources extérieures pour l'approvisionnement des céréales destinées à l'alimentation animale. En

1971, 64 % d'entre elles sont effectivement produites à l'extérieur. Or, un ensemble de phénomènes (importation massive de céréales par l'Union soviétique, augmentation des importations en Europe de l'Est, conditions climatiques extrêmement défavorables en 1972 et 1973) allait créer une autre crise, cette fois au niveau de l'approvisionnement céréalier. Ainsi, le prix du blé et du maïs allait doubler entre 1972 et 1974.

C'est donc sur fond de crises successives qu'allait s'amorcer, au milieu des années 1970, un virage profond de l'agriculture québécoise. Ce virage allait prendre appui sur une série de mesures. D'abord, à travers les travaux d'amélioration des végétaux, on allait développer des variétés de maïs adaptées au climat québécois. Ensuite, sous les pressions constantes de l'Union des Producteurs Agricoles (UPA), on allait investir massivement dans l'« amélioration » des sols à travers notamment des programmes visant à « accélérer jusqu'à la limite du possible le drainage souterrain » (Gouvernement du Québec, 1979). Ensuite encore, par le biais de programmes comme celui sur l'aide à l'entreposage à la ferme visant la construction de silos, on allait s'assurer de pouvoir stocker les récoltes et étaler l'offre dans le temps. Enfin, la désignation du maïs grain, puis des autres céréales, comme culture couverte par le régime d'assurance stabilisation du revenu allait permettre de garantir le revenu des agriculteurs et les mettre à l'abri des intempéries.

Largement délibéré puisqu'appuyé par un ensemble de programmes spécifiques et concrets, le virage que prend l'agriculture québécoise dans les années 1970 visait donc essentiellement à maintenir son dynamisme et son importance historique, et ce, dans un contexte à la fois difficile et fluctuant. Ce virage, qui allait connaître une impulsion nouvelle suite au Forum des décideurs de Saint-Hyacinthe en 1998 (MAPAQ, 1998) a conduit à une véritable mutation des territoires ruraux.

Ainsi, alors que certaines cultures connaissent une croissance spectaculaire,

d'autres diminuent au point de disparaître totalement sur de vastes territoires. Par exemple, alors que le maïs-grain et le soya étaient totalement absents des campagnes québécoises dans les années 1960, ils couvriront à eux seuls quelque 6 000 km² en 2001. Pour leur part, les pâturages ne couvriront plus en 2001 que le cinquième des superficies qu'ils occupaient quarante ans plus tôt (Ruiz & Domon, 2005).

Tout aussi significative est la concentration de plus en plus marquée de l'agriculture sur les secteurs propices à la culture céréalière. Alors que, dans les municipalités situées dans les basses terres du Saint-Laurent, les superficies cultivées se sont non seulement maintenues, mais ont aussi connu une certaine croissance au détriment de milieux humides et boisés, elles auront diminué au point de disparaître totalement dans plusieurs autres municipalités. De fait, les territoires ruraux québécois sont aujourd'hui traversés par deux tendances lourdes à savoir, une intensification de plus en plus marquée de l'agriculture sur la partie sud de la plaine du Saint-Laurent, et une déprise toute aussi marquée sur les secteurs à topographie plus accentuée situés à l'extérieur de celle-ci (Ruiz & Domon, 2005).

Par ailleurs, cette concentration s'accompagne d'une très forte tendance à la consolidation des fermes, consolidation qui se traduit par une augmentation de leur taille moyenne et par une diminution spectaculaire des effectifs agricoles. Ainsi, de 134 000 qu'il était en 1951, le nombre de fermes n'était plus que de 32 000 en 2001 et, du coup, la population agricole était passée au cours de la même période, de 793 000 individus à seulement 96 000.

Enfin, tant sur les zones de déprise que sur celles d'intensification agricole, ces divers phénomènes ont induit une véritable mutation des paysages ruraux. Largement documentées (Domon *et al.*, 1993 ; Domon & Bouchard, 2007), ces mutations sont dans les faits le plus souvent perçues en termes d'uniformisation, de banali-

sation, de pertes de caractère et de patrimoine (Ruiz & Domon, 2005).

Tout aussi succincte qu'elle soit, cette revue des transformations de l'agriculture paraît essentielle pour saisir l'importance que celles-ci ont eue sur le phénomène de néo-ruralité au Québec. D'une part, ces transformations sont telles que, comme souligné en introduction, l'arrivée d'une nouvelle population en zones rurales paraît aujourd'hui non seulement souhaitable, mais incontournable. Ainsi, la chute des effectifs agricoles résultant tantôt de la déprise agricole, tantôt encore de la consolidation des fermes sur les zones d'intensification, est telle que, même là où l'agriculture se maintient, la population agricole ne peut, à elle seule, assurer la viabilité des communautés rurales. D'autre part, ces transformations pourraient bien avoir contribué de manière significative à l'intérêt nouveau que les urbains portent désormais à la campagne. En faisant en sorte que la très grande majorité des individus qui fréquentent les milieux ruraux sont appelés à le faire sans être confrontés à la difficulté de travailler la terre, ces transformations pourraient effectivement être à l'origine d'un renouvellement du regard porté sur la campagne. Soit un regard davantage centré sur des dimensions esthétiques, patrimoniales et environnementales toutes menacées par les dynamiques agricoles en cours. En ce sens, l'intérêt pour la campagne qui amène certains urbains à s'y établir paraît indissociable de la montée d'intérêt pour les dimensions qualitatives du territoire, et plus spécifiquement encore, pour les paysages.

L'intérêt envers le paysage au Québec

Au Québec, la question du paysage traverse aujourd'hui les principaux dossiers d'aménagement du territoire. Le développement de la filière éolienne, les audiences publiques menées dans le cadre du développement des projets de terminaux méthaniers (ex. : projet Rabaska), ou celles de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois ont été l'occasion de mesurer l'importance de la demande sociale pour des

paysages et des cadres de vie de qualité. À cet effet, il importe de rappeler que la protection du paysage ressortait, à la suite d'une vaste consultation québécoise menée en 2005 sur le projet de Stratégie gouvernementale en matière de développement durable, comme le deuxième enjeu public prioritaire tout juste derrière les questions relatives à la qualité de l'eau. Si cette demande sociale envers le paysage est aujourd'hui déclarée, son émergence aura emprunté au Québec deux phases distinctes.

Une première phase se dégage au cours des années 1980 à partir des premiers mouvements d'opposition collectifs qui se sont déployés face à certains projets d'aménagement susceptibles de menacer l'intégrité d'un cadre de vie, d'un champ visuel, d'un environnement ou d'un patrimoine. L'importante contestation qui a pris forme en 1985 autour du projet de traversée du fleuve Saint-Laurent par la ligne de transport d'électricité à la hauteur des municipalités de Grondines et de Lotbinière peut être considéré, vu le poids important occupé par la dimension paysagère à l'intérieur du débat, comme étant en quelque sorte l'acte de naissance des préoccupations collectives envers le paysage au Québec. Par ailleurs, sensiblement à la même époque, soit en 1987, un projet visant à doter le mont Pinacle, dernière montagne du sud du Québec non développée à ce jour, d'une station récréotouristique déchire la population de Frelighsburg entre les tenants et les opposants au projet de développement. Au final, la longue lutte des opposants, essentiellement basée sur la reconnaissance des caractéristiques paysagères singulières de ce mont, conduira à l'abandon du projet initial. C'est ainsi qu'au cours de cette première phase, l'enjeu social du paysage s'est exprimé le plus souvent par des démarches réactives menées en marge des revendications relatives à la protection des qualités environnementales et patrimoniales des milieux de vie (Paquette, 2007).

Une seconde phase qui s'engage de manière plus significative à partir du milieu des années 1990, et qui se manifeste avec encore plus d'ampleur

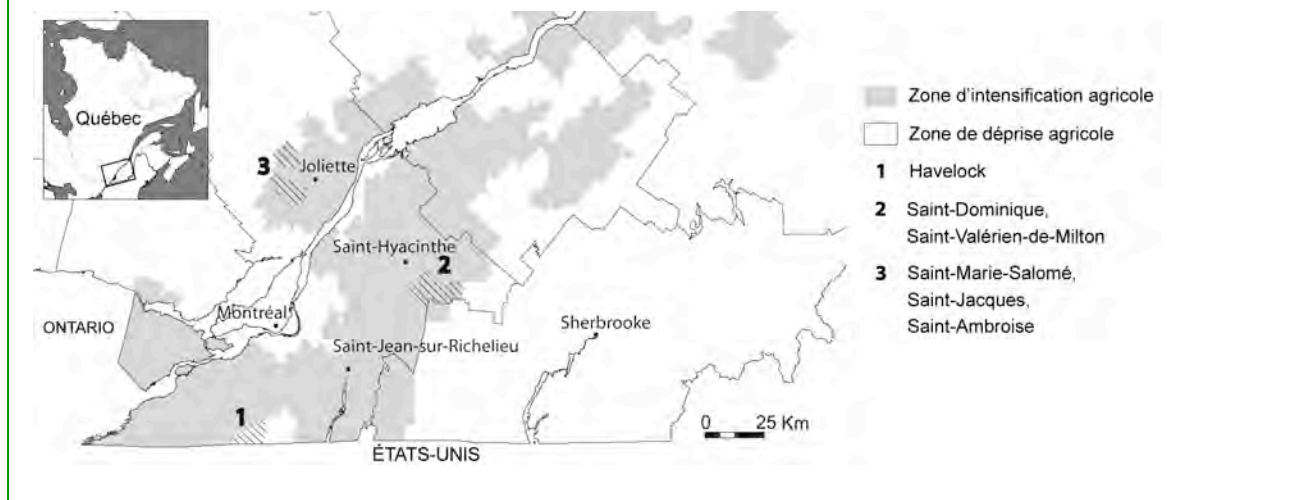
au tournant des années 2000, est caractérisée par des préoccupations paysagères qui s'expriment cette fois de manière autonome vis-à-vis des questions d'environnement et de patrimoine. Ce qui marque plus encore cette seconde phase, c'est le caractère proactif des démarches collectives qui s'y développent. De fait, la question du paysage ne s'assimilera plus seulement à un réflexe de protection des acquis, mais se positionnera comme un levier pour la mise en valeur et le développement des territoires locaux et régionaux. C'est ainsi qu'en 2008, le Québec comptait plus de 25 initiatives régionales de protection, de mise en valeur et de développement des paysages³ prenant la forme d'outils de connaissance (ex. : guide, atlas), de concertation (ex. : tables régionales de concertation), de sensibilisation (ex. : circuits de découverte) ou de protection. Aussi, les qualités et les singularités des paysages sont-elles aujourd'hui envisagées de plus en plus comme un attrait à mettre en valeur dans les stratégies d'occupation dynamique, de diversification économique et de développement socioculturel des territoires.

Sur ce plan, l'exemple de l'offre des produits et des activités touristiques est particulièrement probant. Ainsi, selon Zins & Jacques (1999), les paysages viendraient au premier rang des facteurs qui motivent le choix d'une destination de voyage. Pour les régions, la diversité et la singularité des paysages pourraient donc constituer un avantage concurrentiel et un atout majeur en matière de développement.

Le paysage, facteur de recomposition sociodémographique

Si ces initiatives constituent des manifestations concrètes de l'intérêt collectif entretenu envers le paysage, plusieurs questions demeurent. Ainsi, dans quelle mesure cet intérêt influe-t-il véritablement sur les dynamiques rurales actuelles? Dans quelle mesure joue-t-il un rôle sur l'implantation résidentielle et plus particulièrement sur celle des néo-ruraux? Cet intérêt permet-il véritablement de mieux saisir,

Figure 1. Localisation des trois territoires d'études



de mieux comprendre, le phénomène de néo-ruralité ?

Prenant appui sur des recherches menées sur des territoires du sud du Québec présentant des caractéristiques contrastées aux plans topographique (plaine, relief accidenté) et agricole (intensification, déprise), les deux prochaines sections proposent un certain nombre d'éléments de réponse à ces questions. À cette fin, elles présentent une double lecture de l'influence du paysage dans les nouvelles dynamiques d'implantation rurale. Soit, d'une part, sous l'angle des mobilités résidentielles et d'autre part, sous celui des pratiques sociales et des représentations individuelles.

Analyses régionale et locale des nouveaux modes d'implantation

Une première réponse aux questions précédentes a été apportée par l'examen comparatif des données des recensements de la population et de l'agriculture de 1961 et de 1991 de 108 municipalités réparties le long de la frontière américaine au sud du Québec (Paquette & Domon, 1999). Cet examen a révélé que, loin d'être uniformes, ces municipalités rurales présentaient une grande diversité de caractéristiques. D'une part, sept profils sociodémographiques distincts (rural à prédominance agricole, rural agricole en transition, rural périurbain, petits centres industriels en mutation, rural à vocation de villégiature traditionnelle, rural à vocation de villégiature haut de gamme, rural agricole

marginalisé) ont pu être dégagés parmi elles pour 1991. D'autre part, ces municipalités présentaient des taux de croissance démographique forts contrastés allant d'une croissance supérieure à 50 % à une diminution de plus de 30 % entre 1961 et 1991. Plus encore, cet examen a fait ressortir la dissociation très nette entre dynamiques agricoles et dynamiques sociodémographiques des territoires. Ainsi, tout en connaissant une très forte régression des activités agricoles, plusieurs municipalités rurales (ex. : Sutton, Potton) avaient connu au cours de la période considérée une croissance démographique significative (Paquette & Domon, 1999). Ces résultats venaient dès lors suggérer qu'une bonne part de la compréhension de la ruralité contemporaine se trouvait dans la connaissance des nouvelles dynamiques de mobilités résidentielles.

Or, si certains auteurs ont montré le caractère attractif des aménités rurales sur les mobilités résidentielles à partir d'échelle d'observation régionale ou macrorégionale (Green *et al.*, 2005), peu d'études ont véritablement documenté les dynamiques d'implantation résidentielle pouvant résulter de valorisations paysagères à l'échelle locale (Holmes, 2006). Compte tenu des résultats précédents et afin de mieux saisir ces nouvelles dynamiques, il s'est donc avéré nécessaire d'examiner le lien entre les attributs du paysage et les choix résidentiels, et ce, à partir d'une analyse détaillée de l'oc-

cupation sur un territoire concret (Paquette & Domon, 2001). Parce qu'il présente une diversité physico-spatiale (ex. : plaine agricole, versants agroforestiers) permettant l'étude des modes d'implantation résidentielle dans un large éventail de situations et qu'il ressort comme représentatif d'un groupe correspondant au profil des municipalités rurales en transition (Paquette & Domon, 1999), le Canton de Havelock (Haut-Saint-Laurent) a été retenu à cette fin⁴ (figure 1).

Il s'agissait donc de rendre compte, à l'échelle de chacun des lots cadastraux du territoire (181 au total), des relations pouvant exister entre les caractéristiques du paysage ou, si on veut, du « contexte paysager »⁵ des lots, et les profils sociodémographiques de leurs occupants⁶. Quatre contextes paysagers ont pu être dégagés : « Lot boisé avec vue fermée », « Versant supérieur avec vue panoramique », « Plaine agricole avec vue restreinte » et « Versant inférieur avec vue potentielle ». De la mise en relation avec les profils sociodémographiques des occupants, deux constats s'imposent (Paquette & Domon, 2001). D'une part, la population ne se distribue pas uniformément sur le territoire, des différences significatives au plan sociodémographique pouvant être relevées entre les quatre contextes paysagers. D'autre part, certaines caractéristiques fortement associées au phénomène de recomposition des milieux ruraux ressortent

Figure 2. Lots boisés avec vue fermée (gauche) et lots avec vue panoramique (droite) à Havelock. Photo : J. Ruiz, 2004



comme significativement associées à des contextes paysagers spécifiques. Ainsi, l'origine urbaine, l'occupation libérale et l'appartenance au groupe des 45-64 ans sont liées aux lots présentant des contextes paysagers spécifiques, soit des lots boisés présentant des vues fermées, soit encore des lots localisés sur le versant supérieur et offrant une vue panoramique » (figure 2). En montrant que certains attributs du paysage visible, comme l'accès à une grande vue ou encore la proximité d'un cadre naturel, sont associés de manière significative à la présence d'individus d'origine urbaine, l'étude venait du coup confirmer l'émergence de nouvelles dynamiques d'implantation liées à ces aménités en milieu rural et invitait à une lecture interne, par les nouveaux migrants eux-mêmes, de leurs motifs d'implantation.

Motifs d'implantation en zone de déprise et d'intensification agricole

Bien qu'ils présentent des profils variés, les territoires ruraux québécois n'en demeurent pas moins traversés, comme l'a rappelé l'examen des transformations de l'agriculture, par deux tendances lourdes à savoir, une intensification de plus en plus significative des pratiques agricoles sur les basses terres du Saint-Laurent et une déprise toute aussi significative sur les secteurs à topographie marquée. Dans un tel contexte, afin de mieux saisir les motifs d'implantation en milieu rural, deux territoires contrastés ont fait

l'objet d'études soit d'une part, Havelock (Haut-Saint-Laurent), comme exemple de territoire en déprise et d'autre part, les municipalités de Saint-Valérien-de-Milton et de Saint-Dominique (Maskoutains) comme exemple de territoire en zone d'intensification agricole (figure 1).

L'exemple du Canton de Havelock. Afin de mettre à jour et de bien cerner les motifs de migration des néo-ruraux de Havelock, des entretiens ont été menés auprès de 20 ménages (30 individus au total) constitués de citoyens ayant élu domicile en campagne (près du tiers des 62 foyers occupés par des néo-ruraux) (Roy et al, 2005). Dans le cadre de ces entretiens, les répondants étaient invités à relater l'histoire de leur présence dans Havelock à travers leur itinéraire résidentiel, leurs premiers contacts avec la campagne et les motifs de leur migration. De même, les relations à l'échelle plus fine avec l'espace résidentiel ont été abordées par l'entremise du profil de l'emplacement recherché au départ.

Au plan sociodémographique, tous les propriétaires des ménages visités ont franchi la quarantaine, un peu plus de la moitié ayant plus de 60 ans. Alors que 18 sont d'origine urbaine ou périurbaine, deux ont passé les premières années de leur vie dans un village. Trois secteurs d'activités prédominent chez les répondants dont plus de la moitié détient un diplôme universitaire : le monde des affaires, les professions libérales et l'industrie culturelle. Par ailleurs à l'été 2002, six

étaient à la retraite et 14 sur le marché du travail et, parmi les quatorze qui occupaient un emploi, cinq travaillaient localement et neuf à l'extérieur ; cinq d'entre eux étant de véritables navetteurs.

Avant de s'établir en campagne, presque tous les répondants étaient propriétaires d'une maison, soit en ville (13), soit en banlieue (6), cinq possédant aussi une résidence secondaire. Par ailleurs, si neuf occupaient leur propriété depuis les années 1970, donc depuis plus de 15 ans, et sept s'y étaient établis dans les années 1980, six s'étaient installés à Havelock il y a moins de 5 ans. Les propriétés que ces néo-ruraux occupent sont de dimensions variées. Treize vivent sur une ferme ou un domaine agroforestier d'une superficie supérieure à 28 hectares, trois occupent un terrain boisé d'une taille située entre 8 et 16 ha et quatre possèdent une ancienne maison de ferme située sur une parcelle de moins de deux hectares.

En ce qui a trait aux circonstances de départ et à la qualité de l'emplacement résidentiel recherché, les entretiens ont clairement montré en quoi les nouvelles manières d'habiter en milieu rural supportent des qualifications territoriales singulières. Il suffit de considérer les motifs de migration les plus régulièrement évoqués pour s'en convaincre. Notons d'abord le désir d'espace, ressource convoitée compte tenu de sa grande rareté en zone urbaine ; désir qui se traduit bien sou-

Figure 3. La plaine agricole des municipalités de Saint-Dominique et de Saint-Valérien-de-Milton. Photo : J. Ruiz, 2004.



vent en corollaire d'un désir d'isolement social implicite :

La vraie pauvreté dans notre société, c'est le manque d'espace ... à la campagne y a un élément de refuge

(Informateur 26b)

Sans surprendre, une bonne part des intentions d'établissement à la campagne évoque ensuite les opportunités d'accéder à un cadre de vie plus naturel :

Ça serait une autre municipalité pis c'est pareil. Ce que j'apprécie le plus, c'est la nature qui est partout

(Informateur 6a)

Acquérir une propriété en milieu rural laisse place enfin à un fort désir d'envisager de nouvelles expérimentations et de nouveaux projets autrement inaccessibles :

On avait plein de projets. Pis tous les projets qu'on pouvait s'imaginer, on pouvait tous les faire. C'était une terre que tu pouvais transformer comme tu voulais. On peut faire plein de choses

(Informateur 11b)

Fait à noter également, lorsqu'interrogés sur la qualité de l'emplacement résidentiel recherché, plusieurs ont évoqué la possibilité de s'établir en marge des secteurs touristiques traditionnels, secteurs occupant aujourd'hui une part significative de la périphérie métropolitaine de Montréal. Plus encore, ils ont été nombreux à exprimer le souhait de s'installer à l'intérieur de la campagne vivante :

People work here ; it's a living piece of country. I think that is something significant. People here, coming here to work, or live. They're not so involve in touristic seasonal thing

(Informateur 4a)

Par ailleurs, si la très large majorité des informateurs (18/20) ont relaté avoir connu des expériences de séjour positives en milieu agricole, souvent en bas âge, ces expériences interpellent pour la plupart d'autres lieux, tantôt la ferme d'un proche parent, tantôt le souvenir du chalet familial, mais rarement un séjour dans la région même de Havelock. En effet, la plus grande part des résidents rencontrée n'avait aucune connaissance préalable de Havelock, et aucun n'y avait d'attache familiale (Roy *et al.*, 2005). Contrairement aux raisons affectives fréquemment relevées en France (Cognard, 2001) comme un facteur d'installation significatif, le rapprochement familial ou le retour aux sources ne peuvent être considérés ici comme un motif dominant.

Somme toute, les raisons qui ont motivé les néo-ruraux à s'installer dans le Canton de Havelock soutiennent fortement l'importance des dimensions paysagères comme facteur de recomposition. Le souvenir d'expériences passées positives, l'idée d'une nature valorisée, le sentiment de refuge éprouvé et rendu possible par ce nouveau cadre de vie constituent quelques-unes des expressions les plus éloquentes de ce phénomène. À travers le discours des néo-ruraux, c'est plus largement le rôle des dimen-

sions qualitatives des territoires qui est souligné au regard des transformations qui marquent actuellement l'évolution des milieux ruraux.

À l'instar d'autres recherches (Hal-facree, 1994), cette étude confirme également que les populations néo-rurales, et plus spécialement celles ayant un statut socioéconomique élevé (ex. : professions libérales) tendraient à être attirées par des milieux ruraux offrant certaines caractéristiques paysagères (ex. : accès à une grande vue, proximité d'un cadre naturel, entre autres). Si les zones de déprise agricole possédant un relief accidenté et, où l'agriculture moderne n'a pu se déployer avec autant d'ampleur qu'ailleurs semblent à même de supporter de telles aménités qui attirent ces nouvelles populations, il n'en va pas de même pour les zones de plaines. Or, en dépit de l'absence de telles caractéristiques, certaines municipalités des basses terres du St-Laurent ont connu une augmentation de populations en plus d'une recomposition sociodémographique. Quelles sont alors les nouvelles populations qui se sont implantées dans ces zones d'intensification agricole ? Pour quels motifs ont-elles choisi de s'y installer ?

L'exemple des municipalités de Saint-Dominique et de Saint-Valérien-de-Milton. Pour éclairer ces questions, une étude a été menée sur les rangs agricoles de deux municipalités localisées à proximité de Saint-Hyacinthe, à savoir Saint-Dominique et Saint-Valérien-de-Milton (Ruiz & Domon, soumis ; figure 1 et 3). Il s'agissait notamment de fournir un premier por-

trait des caractéristiques sociodémographiques des populations qui se sont installées sur les rangs de la plaine agricole et de comprendre leurs motifs d'implantation à partir d'une méthodologie d'enquête qui reprenait les mêmes thèmes de l'étude menée à Havelock (Roy et al, 2005) relativement aux motifs d'implantation. Toutefois, s'intéressant plus largement à l'ensemble des migrants, d'origine urbaine ou rurale, cette étude permet de mettre en perspective celle ayant porté plus spécifiquement sur les néo-ruraux de Havelock.

Sur les 27 personnes rencontrées au cours d'entretiens semi-dirigés, 17 étaient des migrants au sens où ils avaient passé leur enfance et une partie de leur vie adulte en dehors du territoire d'étude. Parmi ceux-ci, dix avaient grandi dans une municipalité agricole, trois dans une région rurale agroforestière (zone de déprise agricole) et quatre en ville (13 migrants ruraux et 4 néo-ruraux). Cette population migrante était majoritairement installée sur les territoires d'étude depuis plus de 20 ans. Rares sont ceux qui avaient atteint un niveau de scolarité universitaire. Six considéraient avoir passé la majorité de leur vie en milieu urbain avant de s'installer sur les rangs agricoles des municipalités à l'étude. Trois d'entre eux s'étaient mariés à des agriculteurs des municipalités à l'étude et trois autres à des non-agriculteurs provenant des municipalités agricoles voisines ; le reste constituant des ménages de migrants. En outre, au sein des ménages de migrants ou contenant des migrants, en plus d'une familiarité avec le monde rural, au moins une personne avait un lien avec le monde agricole (parents agriculteurs et/ou famille toujours en agriculture).

Les migrants ruraux aujourd'hui agriculteurs (total 10 ; ici 3) qui avaient eu à acquérir leur ferme sur le territoire d'étude, l'avait fait avant tout pour ses caractéristiques propres (taille, prix, qualité des terres et des bâtiments), un agriculteur ayant pour sa part mentionné qu'il avait aussi été attiré par la beauté des paysages (vues sur les Appalaches et les Montérégiennes) et par la proximité d'une ville

offrant services et emploi pour sa famille. Pour les migrants non agriculteurs (7), compte tenu de l'origine régionale et agricole d'au moins une personne du ménage, le choix de vivre dans cette campagne essentiellement agricole allait de soi. Au moment de leur implantation, ils souhaitaient avant tout posséder un espace domestique suffisamment grand, éloigné des voisins, pour mener leurs projets personnels et familiaux en toute quiétude. En effet, la grande majorité de ces ménages pratiquent des activités comme l'élevage de chevaux, l'élevage de chiens de traîneaux ou ont la passion des antiquités. L'attrait de ces municipalités avait alors tenu à deux facteurs interreliés soit la proximité de la ville, c'est-à-dire de leur emploi et de services, et la disponibilité même d'un terrain suffisamment grand :

Nous on habitait en ville pis on voulait avoir du terrain, de l'espace. C'est ça qui nous a amenés à la campagne. Mais, moi je suis née à la campagne, fait que j'avais déjà une idée. C'était pour avoir de l'espace, du grand air. Pis on est pas tellement loin de la ville. Je voulais avoir un jardin, je voulais avoir des plantes, ici j'ai tout ça

(Informateur 6)

Pour la moitié des ménages de migrants ruraux (agriculteurs ou non-agriculteurs), la présence d'une vieille maison de ferme et de vieux bâtiments agricoles a également motivé leur achat. Ces éléments sont appréciés parce qu'ils renvoient à des souvenirs d'enfance et sont conformes à l'image que ces ménages se faisaient d'une propriété à la campagne :

Nous on a gardé notre petite grange, on l'entretient bien. En campagne c'est beau! Pis moi j'aime les vieilles maisons, je voulais avoir une vieille maison

(Informateur 6)

Cette motivation ne fait toutefois pas l'unanimité puisque les vieux bâtiments de ferme sont perçus négativement par l'autre moitié des migrants ruraux. Ils sont considérés comme des éléments désuets et sans valeur, voués à disparaître parce qu'ils donnent à la communauté l'image d'un

ménage qui ne prend pas soin de son terrain, qui n'en est pas fier :

Cette vieille bâtisse elle est bonne juste pour rentrer le foin sinon on l'aime pas ben ; ben moi c'est la bâtisse neuve, la petite basse, que je préfère, elle est ben plus belle et elle fait ben plus propre

(Informateur 11)

Pour les migrants familiaux avec ces paysages de plaine agricole, la vraie campagne est agricole et vivre dans un autre type de région rurale n'était pas véritablement attirant. Pour les autres, les caractéristiques de l'environnement n'ont pas paru attrayantes, pouvant même être repoussantes. Ce sont plutôt le rapprochement familial et les moyens financiers limités à disposition qui sont à la base du choix d'implantation :

On se cherchait un emplacement en campagne parce que mon mari il a des chevaux, mais ici y'a rien qui nous a attiré. C'est juste ce qu'on a pu trouver avec nos moyens

(Informateur 11)

Pour moi ici c'est l'antipode de là où j'aimerais être parce qu'y'a pas de montage, pas de lac. Par contre côté social, c'est bien, on est proche de la famille de ma conjointe, y'a plus de possibilités, ça m'a permis de retourner à l'école, de trouver un emploi

(Informateur 7)

Cette étude en zone d'intensification agricole a donc tout d'abord mis en évidence la présence de migrants qui, tout comme à Havelock, sont animés par le désir de bénéficier d'espace, d'accéder à un cadre de vie plus naturel et d'améliorer leur qualité de vie. Chez eux, ces motifs se conjuguent toutefois au désir de demeurer à proximité tant de la ville où ils occupent leur emploi, que de la famille d'une ou l'autre personne du ménage ; ce qui les distingue ici des néo-ruraux de Havelock. Aussi, loin de faire preuve d'isolement au plan social, tous entretiennent des relations amicales avec les locaux de souches et considèrent que ces relations d'interconnaissance participent à la qualité de vie à la campagne (Ruiz & Domon, soumis). Plus encore, ces migrants paraissent

présenter un profil socioéconomique distinct. D'une part, la majorité d'entre eux sont d'origine rurale. D'autre part, si les migrants ayant pour lieu d'origine la plaine agricole ont délibérément choisi de s'implanter au sein du territoire à l'étude, des considérations économiques sont, à l'évidence, intervenues dans les choix de localisation effectués par les autres. Ces résultats vont donc dans le sens des propos de Hoggart (2007) qui insiste sur l'importance de s'intéresser aux migrations des classes rurales possédant un profil socioéconomique plus faible pour mieux comprendre les différences sociales et spatiales qui caractérisent la recomposition sociodémographique des milieux ruraux.

Rejoignant les résultats de plusieurs recherches menées à l'étranger (Halfacree, 1994 ; Holmes, 2006 ; McGranaham, 2008), la double lecture des nouvelles dynamiques rurales dont font état les sections qui précèdent révèle que le paysage constitue aujourd'hui un facteur majeur de recomposition des milieux ruraux du sud du Québec. À l'instar de la qualité des sols et des forêts aux siècles derniers, la qualité des paysages tient lieu, dans le contexte de la ruralité contemporaine, de « ressource » susceptible d'influer significativement sur le développement des collectivités locales et sur la distribution spatiale des individus. Ainsi, si la capacité de répondre aux désirs d'espace, de permettre de réaliser ses projets et de bénéficier d'un cadre de vie plus naturel semble des caractéristiques communes ayant motivé l'installation des nouveaux migrants ruraux, néo-ruraux ou non, certaines autres caractéristiques – la présence d'une topographie marquée offrant des vues panoramiques par exemple – ajouteraient significativement à l'attrait exercé auprès de certains de ces migrants. L'importance nouvelle du paysage a donc induit et continue d'induire de nouvelles dynamiques sociodémographiques qui profitent à des degrés variables aux collectivités rurales.

Les résultats des deux études de cas précédentes laissent également entrevoir des profils socioéconomiques différenciés des nouveaux mi-

grants selon les caractéristiques paysagères des territoires. Si cet aspect mérite des recherches plus approfondies dans le contexte québécois, plusieurs études ont relevé que certaines aménités rurales attirent des néo-ruraux au profil socioéconomique plus élevé (Halfacree, 1994). Ainsi, l'attrait du paysage pourrait bien, au Québec comme ailleurs, contribuer significativement aux enjeux liés à l'embourgeoisement de certains territoires et en contrepartie, aux risques de dévitalisation de certains autres, dont les zones d'intensification agricole. La municipalité de Saint-Marcel-sur-Richelieu (2007) rappelle à cet effet, dans son mémoire déposé à la Commission Pronovost que, même au sein des zones d'intensification agricole, l'agriculture ne peut plus à elle seule garantir la viabilité des communautés rurales. C'est dire que ces territoires devront miser sur d'autres ressources pour attirer de nouvelles populations et que, dans le contexte actuel, la qualité des paysages pourrait jouer en leur défaveur.

Enfin, que ce soit à travers les propos des néo-ruraux de Havelock ou ceux des migrants ruraux de St-Dominique et de St-Valérien-de-Milton, apparaissent de nouvelles manières d'habiter le milieu rural, de nouvelles relations aux territoires ruraux. Ces nouvelles relations, loin de s'inscrire dans des rapports de production au territoire, s'ancrent dans des rapports de consommation de la nature et de l'espace rural. Ces migrations constituent plus qu'un simple mouvement entre deux lieux (ex. : urbain vers rural), elles participent d'un changement profond des significations du rural. Une bonne part de la compréhension de la ruralité contemporaine et des enjeux qu'elle pose pour le développement des collectivités pourrait donc bien tenir d'une meilleure identification des relations que les populations rurales (néo-rurales et locales, agricoles et non agricoles) entretiennent aujourd'hui avec leur territoire et leur communauté. C'est dans cette perspective que nos travaux de recherche se sont poursuivis.

Relations au territoire et à la collectivité locale

Si les retombées positives que suscite l'arrivée de populations nouvelles en matière de développement des milieux ruraux sont aujourd'hui reconnues, ce phénomène est toutefois susceptible de soulever des enjeux sociaux et des conflits de valeurs majeurs notamment en raison de la croissance démographique rapide de certaines communautés (Krannich et al, 2006). Parmi les nombreuses études qui ont abordé le phénomène de recomposition sociale des campagnes sous l'angle de la cohabitation des populations natives et migrantes, agricoles et non agricoles, l'examen des conflits d'usage a, jusqu'à tout récemment, largement dominé (Bosuet, 2007 ; Simard, 2007). Tout en visant à mieux comprendre les défis que pose la cohabitation en milieu rural, ces travaux ont rarement abordé ce phénomène en misant non seulement sur l'analyse des dynamiques de conflits, mais aussi sur les éléments de convergences entre les populations rurales.

Les résultats des études évoqués dans la section précédente suggèrent également que ces tensions pourraient être liées aux nouvelles manières d'habiter le rural. Toutefois, peu de travaux ont cherché à mettre au jour la particularité des nouvelles relations envers le territoire et la collectivité à l'échelle locale. Quelles sont donc les différences entre les néo-ruraux et les locaux, les agriculteurs et les non-agriculteurs dans leur relation au territoire rural et à la collectivité locale ? La présentation de trois études de cas faisant état de l'avancement chronologique des réflexions menées à la CPEUM apporte certains éléments de réponse à cette question.

Des valorisations communes au-delà des tensions.

Néo-ruraux et locaux à Havelock. S'agissant de situer tant les facteurs de tension existant entre populations anciennes et nouvelles que les valeurs et préoccupations qu'elles partagent, la présente section se penche sur les entretiens menés à Havelock en 2002

auprès d'une trentaine de ménages (50 résidents) constitués de néo-ruraux (voir section précédente) et de ménages d'origine locale. Les préférences résidentielles, les relations de voisinage, les relations d'affaires, l'appréciation des voisins et de l'agriculture tout comme les craintes face à l'avenir ont été les principaux thèmes abordés lors des entretiens. Ceux-ci ont par ailleurs été traités de manière à distinguer les pratiques concrètes (ex. : pratiques de voisinage, échanges de nature économique) des propos d'ordre appréciatif que les uns tiennent sur les autres.

L'étude de Havelock fait clairement ressortir que trois principaux facteurs alimentent les situations de conflits et de tensions entre les populations natives et migrantes (Roy et al, soumis). Il s'agit du sentiment de dépossession vécu par les locaux lors de l'arrivée de néo-ruraux, des valeurs différenciées accordées aux liens d'interconnaissance, et enfin, de l'importance accordée par les néo-ruraux aux aménités et, plus largement, aux dimensions qualitatives qu'offre leur nouveau cadre de vie.

Étant donné les forts liens d'appartenance entretenus par les ruraux d'origine avec leur cadre de vie quotidien, l'arrivée de populations d'origine urbaine à Havelock est perçue comme une rupture avec un certain mode de vie rural valorisé de longue date. Ce constat rejoint celui de Salamon (2003) qui reconnaît que, « this agrarian attachment to land as a part of place differs from the characteristic postagrarian attachment to land as a personal property or investment » (p. 182). Par-delà les frictions qui sont perceptibles à travers le discours des populations locales, certaines se cristalliseraient même autour de pratiques spécifiques. Aussi, en occupant un terrain qu'ils marquent d'une barrière au chemin, d'une clôture ou d'un « no trespassing », les néo-ruraux contribueraient directement à soustraire du patrimoine collectif des lieux auxquels les populations d'origine avaient jadis accès. Privés d'une partie de leur milieu de vie et de leurs droits acquis, plusieurs parmi ceux-ci se sentent spoliés quand

un nouvel arrivant s'installe. C'est ce qui amène certains répondants à confier que:

Chaque voisin qui part, qui déménage, qui vend sa terre, pour moi c'est un tiroir qui se ferme.

(Informateur 14a)

Quand une place est à vendre, c'est quelqu'un de l'extérieur qui achète. Notre communauté n'est plus la même

(Informateur 24)

Ainsi, tout individu de l'extérieur qui acquiert une propriété sera considéré au départ comme un intrus susceptible de menacer un fragment du bien commun de Havelock.

Certains éléments de tension ressortent aussi des divergences de valeurs qu'entretiennent les populations anciennes et nouvelles au sujet de l'importance à donner aux relations d'interconnaissance. Généralement attachés à leur réseau de sociabilité souvent formé en ville, les néo-ruraux fréquenteraient peu les anciens, bien qu'ils apprécient leur présence. De fait, les nouveaux venus « may live in a small community but not belong to it. They may prefer loose connections to the overlapping small worlds so treasured by oldtimers » (Salamon, 2003 : 17). Aussi, par-delà certains rapports d'échange strictement économique (ex. : location de terres agricoles, engagement de personnel de soutien, entre autres), ils hésiteraient de manière générale à tisser des liens plus étroits par crainte de perdre une tranquillité et une intimité fortement souhaitées. La campagne refuge valorisée par les uns, attiserait chez les autres un sentiment de détérioration des rapports sociaux :

On ne connaît plus nos voisins. Je ne sais pas d'où ils viennent ... On ne se parle pas! On ne se rencontre pas!

(Informateur 13a)

Une certaine dévalorisation de l'interconnaissance chez les nouvelles populations d'origine urbaine contribuerait au final à fragiliser et à altérer le tissu social.

Une dernière source de tension émanerait, particulièrement entre certains néo-ruraux et agriculteurs, au sujet du poids accordé à la qualité de l'environnement. Bien que la plupart valorisent le caractère agricole de Havelock, les néo-ruraux ne se gêneraient pas pour critiquer les effets négatifs perçus d'une certaine agriculture qu'ils qualifient d'industrielle. À l'inverse, ces réprimandes sont perçues comme nuisibles pour l'avenir de l'agriculture tant du point de vue des agriculteurs que des non-agriculteurs d'origine locale. Persuadés d'être progressivement dépossédés de leurs terres, les ruraux d'origine craignent ainsi la marginalisation des pratiques économiques qu'ils valorisent.

Si, comme mentionné précédemment, la relation entre les néo-ruraux et les populations d'origine locale a été posée le plus souvent sous l'angle du conflit d'usage, celui-ci ressort comme étant bel et bien présent dans les propos recueillis sur le terrain. De fait, lorsqu'interrogés sur leurs rapports mutuels, les informateurs font, au départ, ressortir de manière spontanée leurs différences au détriment des éléments de ressemblances. Cela dit, en portant volontairement l'attention à la fois sur les interactions quotidiennes et sur les dimensions liées à l'appréciation mutuelle des uns et des autres, il semble nécessaire de nuancer cette apparente polarisation et de dégager des convergences insoupçonnées.

L'attachement qu'entretiennent locaux et néo-ruraux envers le territoire constitue un premier élément de convergence. Comme le mentionnait Brehm et al, il semble effectivement que les néo-ruraux « may have much in common with long-term residents in terms of their sentimental and emotional attachments to local landscapes » (2006 : 144). Cet attachement relie ces populations sur plusieurs plans. En concrétisant leur désir de s'installer à la campagne, les néo-ruraux partagent d'abord avec plusieurs résidents d'origine leur affection pour la tranquillité et les qualités qu'offre un cadre de vie rural (Roy et al, 2005). De même, en valorisant comme les anciens la vocation agrofo-

Figure 4. Paysages agricoles dans la région de Lanaudière. Photo : É. Vouligny, 2007.



restière de Havelock, plusieurs néo-ruraux redoutent l'arrivée en trop grand nombre de résidents d'origine citadine et les retombées néfastes d'une telle évolution en matière de développement résidentiel (Roy *et al*, soumis). Enfin, les craintes partagées envers l'industrialisation de l'agriculture et la présence des « agriculteurs itinérants⁷ », sont à la base d'une alliance tacite face à un ennemi commun.

Entre l'archétype des locaux d'origine, producteurs agricoles intensifs et celui des migrants, environnementalistes engagés, un certain nombre de natifs et de néo-ruraux valorisent des attributs semblables du rural et partagent des préoccupations similaires. Au regard des questions d'environnement par exemple, des ruraux d'origine se sentent désormais soutenus par les néo-ruraux dans leurs revendications. Comme d'autres l'ont montré ailleurs, « in-migrants have not imported new environmental values into rural areas but have given voices to already existing ones » (Fortman & Kusel, 1990). L'examen des valeurs et des préoccupations qui habitent tant les natifs que les néo-ruraux force donc à reconnaître que ces segments de population ne constituent pas deux ensembles homogènes totalement étanches l'un à l'autre.

Agriculteurs et non-agriculteurs dans la région de Lanaudière. À Havelock, au-delà des conflits et des tensions, populations locales et néo-rurales partageraient donc un certain nombre de convergences au plan des attributs du rural qu'elles valorisent et

de leurs craintes face à l'avenir. Les zones d'intensification agricole souvent présentées comme monotones et dégradées seraient-elles, quant à elles, marquées par un décalage plus grand entre les valorisations des différents segments de la population rurale ? Une étude menée cette fois dans la partie agricole de la région de Lanaudière (figure 1 et 4) a abordé cette question en s'intéressant plus spécifiquement aux éléments des paysages valorisés par les populations locales ainsi qu'aux motifs sous-jacents à ces valorisations (Vouligny *et al*, 2009).

Quarante-six entretiens ont été effectués auprès des populations résidentes des rangs agricoles des municipalités de St-Jacques, Ste-Marie-Salomé et St-Ambroise⁸. Il s'agissait autant de locaux, de migrants ruraux que de néo-ruraux. Quatre thèmes ont été abordés lors des entretiens : la perception du paysage, les usages du territoire ainsi que les paysages valorisés aux échelles locales et régionales. Parmi les répondants, 52 % sont agriculteurs. 73 % ont affirmé avoir passé la majorité de leur vie sur les territoires d'études et 20 % d'entre eux vivait en ville avant de s'installer sur les territoires d'études (néo-ruraux). Par ailleurs, précisons que ces néo-ruraux ne présentent pas un profil sociodémographique différent de celui des locaux.

Les résultats ont tout d'abord mis en évidence que la grande majorité (38 des 46 répondants) apprécie avant tout leur espace de proximité, c'est-à-dire leur terrain, leur maison, mais aussi leur terre, leurs boisés et les vues

à partir de leur propriété. Dans une moindre mesure, les résidents s'entendent également sur la valeur des arbres, composantes jugées naturelles dans ces paysages intensivement cultivés. Certains boisés, haies ou arbres isolés sont des composantes très appréciées :

Quand ses sœurs venaient, on montait sur la terre, y'avait un arbre à l'autre bout. ... Y'avait de l'ombre pis on était bien là ... On était fier de l'avoir.

(Informateur O)

Par contre, certaines composantes agricoles, les champs de maïs et les porcheries notamment, sont peu appréciées en raison du manque de variété, des odeurs et de champs de vision réduits :

Il pourrait y avoir une bande d'avoine pour dégager la vue. Du maïs jusqu'au bord, ça empêche de voir clair et de respirer autre chose.

(Informateur N)

Ces composantes valorisées ou dévalorisées se sont avérées partagées autant par les populations agricoles que non agricoles et ce, aussi pour les mêmes motifs.

Pour expliquer leurs valorisations, les répondants ont fait référence à leur attachement à certains lieux évoquant leur chez-soi, les rattachant à leur famille ou leur rappelant des souvenirs :

C'est la terre de mes ancêtres. Ça fait depuis 1848 que ça appartient à la famille, de génération en génération.

(Informateur I)

Les autres motifs les plus fréquemment avancés concernent l'ambiance (tranquillité, calme, liberté), les usages récréatifs (ex. : marche, équitation) et la composante évolutive (les saisons, le moment de la journée, le renouvellement du paysage). Enfin, l'entretien des lieux représente également un critère de valorisation partagé par tous :

Tout le monde entretient bien ça les bâtisses, pis des beaux aménagements autour des maisons. C'est propre, pis moi je trouve que ça c'est intéressant.

(Informateur B3)

Ainsi, si les individus enquêtés apprécient les qualités visuelles de leur paysage comme les vues ouvertes sur la plaine, leurs modes de valorisation relèvent avant tout de leur expérience et de leur familiarité aux lieux. En définitive, quatre facteurs modulent l'appréciation des paysages par les individus rencontrés quel que soit leur origine et leur statut : l'usage, la connaissance des espaces de proximité, le sentiment d'appartenance à la collectivité et, enfin, le temps et les phénomènes qu'il induit sur le paysage (ex. : couchers de soleil) (Voulligny et al, 2009).

À l'instar de l'étude menée à Havelock, cette recherche dans Lanaudière a fait ressortir les nombreuses convergences au plan des valorisations du paysage entre les individus vivant en milieu rural. Ainsi, en portant une attention aux valorisations entretenues envers le territoire rural et son devenir souhaitable, plutôt que sur le seul fait d'être originaire ou non d'une localité rurale, il serait possible, notamment dans les situations de conflits d'usage, de dépersonnaliser les débats au profit d'une lecture plus juste des enjeux locaux. Sur le plan de la recherche, ces résultats incitent à repenser les différences entre les segments de populations au-delà des binômes traditionnels (rural/urbain ; agriculteur/non-agriculteur) de manière à chercher à comprendre davantage, à l'instar de Mormont & Mougenot (2002), comment on est rural plutôt que de se limiter à savoir qui est rural. Ces bi-

nômes traditionnels ont pour effet de considérer les segments de populations comme des blocs monolithiques indépendants l'un de l'autre et du coup tendent à les opposer tout en masquant les diversités internes à chaque groupe. De telles analyses limitent également la compréhension de la diversité des valorisations et des relations que les individus entretiennent avec le territoire et peuvent ainsi contribuer à freiner la compréhension des enjeux liés à la recomposition socio-démographique des milieux ruraux. Mais, s'il y a lieu de repenser la manière d'aborder les analyses des populations rurales, sur quelle base le faire ? À cet égard, la recherche dans Lanaudière ouvre une piste prometteuse. En effet, elle aura permis de montrer que ce qui influence le plus les attributs du rural valorisés par les populations locales est, au-delà de leur occupation et de leur origine, leur expérience et conséquemment leur relation avec le territoire. Serait-il alors possible de comparer les individus sur cette base plutôt que sur des catégories définies a priori ? C'est ce qu'offre la notion de communautés de relations au territoire développée et mise en application dans la section suivante.

La notion de communautés de relations au territoire

L'étude des valorisations sociales entretenues par les populations envers leur territoire possède une longue tradition de recherche en étude paysagère, notamment au travers des approches issues de la géographie culturelle, de la sociologie et de l'esthétique environnementale. Prenant appui sur ces approches, plusieurs modèles d'interaction individus/territoire ont récemment été développés (Ruiz & Domon, soumis). Ces derniers ont inscrit l'étude des valorisations sociales dans une compréhension des relations au territoire des individus. Selon ces modèles, les individus entretiennent des relations continues et réciproques avec le territoire⁹ tant au plan matériel, par le biais des pratiques, qu'immatériel, par le biais des perceptions. Ces relations sont mutuelles, c'est-à-dire que le territoire influence les individus autant que les in-

dividus influencent le territoire. À travers les perceptions, les individus attribuent des valeurs au territoire qui peuvent varier selon leur culture, leur vécu, leurs sensibilités et évoluer au cours du temps. Un même territoire peut ainsi avoir des significations différentes pour les individus. En retour, cette perception affecte les pratiques. Ainsi, pratiques et perceptions interagissent et s'influencent mutuellement.

Prenant appui sur ces conceptions des interactions individus/territoire, Poullaouec-Gonidec et al (2003) ont proposé la notion de « communautés de relations au territoire » qui s'inspire du concept de communauté esthétique élaboré par Berleant (1994). La notion de communauté de relations au territoire vise à regrouper des individus :

Qui ont une expérience commune, à travers une utilisation similaire du territoire. Les valorisations, les préoccupations et les aspirations de développement qu'ils partagent amènent les individus membres d'une même communauté à des modes similaires d'appropriation des espaces et des types semblables d'aménagement des lieux.

(Poullaouec-Gonidec et al, 2003 : 12).

Sur ces bases théoriques, l'étude¹⁰ présentée précédemment sur les municipalités de Saint-Dominique et de Saint-Valérien-de-Milton a été poursuivie au-delà des questions spécifiques posées aux migrants (Ruiz & Domon, soumis). Elle visait alors dans un premier temps à identifier les relations au territoire entretenues par les individus (locaux, néo-ruraux et migrants ruraux) vivant au sein de ces municipalités et dans un second temps, à mettre au jour des communautés de relations au territoire.

Éléments méthodologiques. Lors des 27 entrevues semi-structurées des thématiques venaient donc compléter les questions spécifiques posées aux migrants. Elles touchaient cette fois l'ensemble des groupes de populations (agriculteurs, non agriculteurs, locaux, néo-ruraux, migrants ruraux) et cherchaient à générer un discours à la fois rétrospectif, actuel et prospectif sur le territoire. Les thèmes suivants ont été abordés : histoire du territoire

Tableau 2. Synthèse des relations au territoire

Type de relation	Éléments et attributs valorisés	Motifs de valorisations	Pratiques
Relation hédoniste	Tranquillité, calme, isolement spatial, changements saisonniers, faune, éléments « naturels », collines	Expériences esthétiques ou physiques positives	Contemplation, récréation permettant de maximiser les expériences esthétiques ou physiques positives
Relation affective	Éléments ponctuels (ex. : vieille grange, vieille maison, champ)	Attachement, familiarité	Conservation et protection
Relation utilitaire			
- Productiviste	Bâtiments agricoles modernes Uniformité, ordre et propreté des cultures, terres à nues et bords de champs	Utilitaire et fonctionnel, maximisation du rendement à court terme	Pratiques agricoles intensives, contrôle de la nature
- Productiviste-environnemental	Bâtiments agricoles modernes Uniformité, ordre et propreté des cultures, terres à nues avec résidus de culture Bande riveraine protégée et entretenue Haies brise-vent plantée et taillée	Utilitaire et fonctionnel, maintien du rendement maximal à long terme	Pratiques agricoles intensives et pratiques agro-environnementales, contrôle de la nature
- Traditionnel arcadien	Bâtiment agricole traditionnel Petits champs avec des haies naturelles Culture en « santé »	Utilitaire et fonctionnel, protection de la nature et des sols	Pratiques agricoles devant respecter le milieu naturel
Relations avec la collectivité locale	Entretien et propreté des fermes et des résidences Fermes et résidences de la famille et des amis	Image d'un milieu de vie dynamique Connaissance interpersonnelle	Pratiques d'entretien

gées par l'ensemble des répondants. La construction de la seconde typologie, celle des communautés de relations au territoire, a été basée sur une lecture approfondie des entrevues qui a permis d'identifier l'importance que chaque individu accordait aux relations qu'il entretient avec le territoire.

Relations au territoire et à la collectivité. Les résultats ont tout d'abord mis en évidence la diversité des relations entretenues par les populations locales avec le territoire d'intensification agricole à l'étude. Quatre principales relations ressortent des analyses. Tout d'abord, la relation hédoniste, liée au plaisir et à la satisfaction que procure l'utilisation de sa propriété et du territoire à travers des activités ludiques et récréatives, ou la contemplation du paysage. Ensuite, la relation affective, liée soit à des souvenirs, à l'attachement familial à un lieu, soit à un aménagement qui procure un fort sentiment de fierté et de réussite et au sein de laquelle les éléments valorisés vont constituer des symboles identitaires. Puis, les relations utilitaires où le territoire est apprécié comme un ensemble de ressources qu'on doit gérer et exploiter pour générer un profit et où les composantes sont valorisées pour leur caractère utilitaire et fonctionnel. Toutefois, ces relations utilitaires s'inscrivent dans différentes visions de ce que les populations locales conçoivent être une « bonne agriculture ». Trois sous-types de relation utilitaire ont ainsi été distingués : la relation utilitaire de type « productiviste » qui s'inscrit dans une vision de productivité maximale à court terme ; la relation utilitaire de type « productiviste environnemental » qui se distingue par une sensibilité environnementale qui a pour effet d'inscrire la production dans une vision à plus long terme ; la relation utilitaire de type « traditionnel arcadien » où la production doit se faire en harmonie avec la Nature et où les références aux pratiques agricoles passées sont nombreuses. Enfin, les derniers types de relations mis au jour sont les relations avec la collectivité locale, liées pour une part aux liens familiaux ou amicaux développés et entretenus avec les autres résidents, et pour une

et de la propriété, perception des changements passés, perception et usage du territoire actuel, avenir probable et souhaité du territoire et de la propriété.

L'analyse visait à mettre à jour deux typologies en s'inspirant de la

construction des idéaux types (Weber, 1965). La première typologie a été réalisée à travers la mise en relation des attributs du territoire valorisés, des motifs de valorisations et des pratiques liées à ces valorisations. Celle-ci a permis d'identifier les valorisations et les préoccupations d'avenir parta-

Tableau 3. Importance des différentes relations au territoire au sein des communautés

Relations au territoire	Communautés de relations au territoire			
	Productivistes-attachés à un milieu social agricole	Productivistes-environmentalistes attachés à un milieu social agricole	Traditionnels-hédonistes	Modérés
Relation hédoniste	+	+	+++	+
Relation affective	≈	≈	≈	≈
Relation utilitaire				
- productiviste	+++	-	---	-
- Productiviste-environnemental	-	+++	-	++
- Traditionnel arcadien	---	---	+++	++
Relations avec la collectivité locale	+++	+++	+	++

Note : ≈ : relation non discriminante ; + : relation appréciée positivement ; - : relation appréciée négativement ; en surligné : relation prédominante ; le nombre de « + » ou de « - » renvoie à l'intensité de l'appréciation

autre part à l'image du milieu social forgée au cours des années. Ces relations, même si elles sont plus indirectes avec le territoire, influencent les regards et les valeurs qui y sont attribuées. À titre d'exemple, selon les relations développées avec les autres résidents, certaines fermes et résidences seront davantage appréciées. Pour chacune de ces relations au territoire, il a été possible d'identifier les éléments et attributs du rural les plus souvent valorisés et les principales pratiques liées à ces valorisations (tableau 2).

Valorisations et préoccupations partagées. À l'instar des deux études précédentes (Havelock, Lanaudière), l'analyse a ensuite mis en évidence des valorisations et des préoccupations communes pour l'avenir partagées par l'ensemble des répondants. Rejoignant les valorisations dans Lanaudière et certaines de Havelock, tous apprécient particulièrement l'espace, les grandes vues offertes par ces paysages de plaines agricoles, ainsi que la tranquillité, le calme et l'intimité de

leur propriété. L'isolement spatial par rapport aux voisins est ainsi particulièrement important. Cela étant, la présence de résidences et de fermes accessibles visuellement est tout autant appréciée, car elle procure un sentiment de sécurité et représente un signe de dynamisme social et économique du milieu. Comme dans Lanaudière, la propreté et l'entretien des fermes et des résidences sont importants aux yeux des populations locales et participent de ce dynamisme social et économique. Toutefois, et se distinguant des néo-ruraux de Havelock, tous valorisent les relations d'interconnaissance qu'ils entretiennent entre eux. L'ensemble des répondants est effectivement lié d'amitié avec les différents segments de population (agriculteurs, non-agriculteurs, locaux, migrants ruraux, néo-ruraux).

En ce qui a trait à l'avenir, les craintes rejoignent celles relevées à Havelock. En effet, les individus rencontrés redoutent particulièrement la venue des néo-ruraux et l'installation d'intégrateurs qu'ils associent à un

sentiment de désappropriation de leur propre espace et d'effritement de leur milieu social. Les néo-ruraux sont perçus comme susceptibles de créer des conflits sociaux :

Moi ce qui m'inquiète c'est la venue des urbains en milieu rural. Pour eux ça pu, ça fait du bruit.

(Informateur 5b)

La venue des intégrateurs est redoutée, car, laissant maisons de ferme et pratiques culturelles à des employés, ils sont considérés comme étant moins respectueux de leur milieu de vie et prenant moins soin des sols :

Avec un intégrateur, ça va être un employé dans la maison qui va changer tous les ans ... Y entretient l'intérieur, mais l'extérieur c'est pas à lui. Fais que ça fait un milieu qui se dégrade

(Informateur 9a)

De plus, en achetant des terres, ils limitent les possibilités d'agrandissement des fermes familiales.

Enfin, ce territoire est perçu par tous comme un lieu de production devant être protégé pour l'agriculture et exploité par l'agriculture compte tenu de la qualité de ses sols ; ressource rare au Québec. Cette agriculture se doit également d'être familiale. Toutefois, toutes les pratiques agricoles, tous les types d'agriculture, ne sont pas appréciées au même degré par la population locale. Au-delà de ces convergences, des divergences apparaissent donc. La compréhension des différentes relations qu'un même individu entretient avec le territoire a permis de mieux les saisir.

Des communautés de relations au territoire distinctes. Avant tout, il importe de souligner que les différents types de relations (hédonistes, affectives, utilitaires, avec la collectivité locale) ont été relevés chez tous les répondants, agriculteurs et non-agriculteurs, locaux, migrants ruraux et néo-ruraux. C'est donc dire que les relations que chaque individu entretient avec le territoire sont multiples et en constante interaction. En effet, même si les populations non agricoles n'entretiennent pas directement de relation utilitaire avec le territoire, elles entretiennent des liens d'interconnaissance avec les populations agricoles. À travers ces liens, il apparaît que les individus ont acquis des connaissances sur les pratiques agricoles. Ainsi, ils accordent les mêmes valeurs que les agriculteurs à certaines composantes (ex. : utilité des haies, importance de l'uniformité des champs) selon l'idée qu'ils se font d'une bonne agriculture. Avec ces valeurs communes, les non-agriculteurs se rapprochent davantage de certains agriculteurs.

Cela dit, le poids que chaque individu accorde à ses relations s'avère différent. Autrement dit, certaines relations avec le territoire dominant pour un même individu. En outre, ce qui distingue les individus, ce sont aussi les éléments et les relations qu'ils dévalorisent. Ainsi, sur la base du poids relatif (intensité et perception négative/positive) que chacun accorde aux différentes relations qu'il entretient avec le territoire, quatre principales communautés de relations au

territoire ont été désignées (tableau 3). Ces communautés se distinguent principalement selon le poids accordé aux relations hédonistes, aux relations avec la collectivité locale, ainsi qu'aux poids et aux types de relations utilitaires. Elles regroupent le plus souvent aussi bien des populations agricoles que non agricoles, locales et migrantes.

La première communauté, celle des « productivistes attachés à un milieu social agricole » regroupe à la fois des agriculteurs et des non-agriculteurs, locaux et migrants. Elle se démarque par l'importance accordée aux relations utilitaires de type productivistes et aux relations avec le milieu social. Le territoire y est avant tout un lieu de production et d'interconnaissance devant être façonné par des fermes familiales autonomes. Leurs relations avec le territoire s'inscrivent le plus souvent dans des impératifs de rentabilité à court terme qui se concrétisent par des pratiques valorisant le progrès et la technique. Cette communauté est particulièrement attachée à son milieu social qui est perçu comme un milieu avant tout agricole caractérisé par l'entraide.

La seconde communauté, celle des « Productivistes-environnementalistes attachés à un milieu social agricole », regroupe uniquement des agriculteurs tant locaux que migrants. Elle ressemble en plusieurs points à la communauté précédente. Toutefois, se plaçant davantage en leaders agricoles, les individus de cette communauté cherchent à faire changer les pratiques agricoles conventionnelles par l'adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement qu'ils considèrent comme de nouvelles technologies qui permettront de maintenir une agriculture productiviste. Les individus de cette communauté entretiennent également un fort sentiment d'appartenance avec leur milieu social qu'il considère agricole même si la réalité est tout autre, mais moins fortement soudé que par le passé (ex. : entraide moins présente).

La communauté des « Traditionnels-hédonistes », regroupe unique-

ment des migrants ruraux, tant agriculteurs que non-agriculteurs. Pour cette communauté le territoire est autant un lieu de ressourcement et de contemplation, que d'une production devant se faire en harmonie avec la nature. Valorisant particulièrement les marques du passé (ex. : granges traditionnelles), les individus qui s'y trouvent portent la nostalgie des traditions et ont tendance à glorifier le passé. En réaction aux pratiques agricoles modernes, ils sont à la recherche d'un mode de vie en harmonie avec la nature qui se concrétiserait par des fermes familiales de petite taille, de préférence laitières. Généralement plus en marge de la vie sociale, les individus de cette communauté investissent surtout sur leur propriété pour y créer un espace de vie en harmonie avec la nature.

Enfin, la communauté des « Modérés » regroupe des agriculteurs et des non-agriculteurs, locaux et migrants. Les individus de cette communauté partagent différentes valorisations avec les deux communautés précédentes, mais refusent les valeurs utilitaires productivistes de la première communauté. Ainsi, ils partagent le désir de changements dans les pratiques agricoles conventionnelles vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Ils demeurent attachés aux traces des pratiques anciennes et valorisent surtout l'agriculture laitière, production qui, au nom d'une tradition, semble la seule garante d'un milieu social et économique dynamique.

Cette étude aura donc mis en évidence un rural productif toujours bien présent, mais un rural productif au visage beaucoup plus complexe que ne le laissait présager l'apparente homogénéité spatiale et sociale de ces territoires. En effet, la mise au jour des communautés permet de révéler la diversité tant des populations agricoles, non agricoles, locales et migrantes. En outre, en plus de constituer des groupes non homogènes, ces populations sont loin d'être hermétiques l'une à l'autre. Au contraire, elles sont en constante interaction sur le territoire, notamment à travers les liens d'interconnaissance, et s'influencent

ainsi mutuellement dans les valeurs qu'elles accordent au territoire.

Même si la communauté des « Traditionnels-hédonistes » regroupe uniquement des migrants qui, comme à Havelock, entretiennent moins de liens d'interconnaissance avec l'ensemble de la population, tous les migrants ne font pas partie de cette communauté. Par ailleurs, l'importance portée à la qualité de l'environnement et au besoin de changer les pratiques agricoles conventionnelles s'avère largement partagée par trois communautés qui regroupent des migrants et des locaux.

Compte tenu à la fois des objectifs, tant théoriques que méthodologiques, poursuivis et des contraintes matérielles rencontrées, un nombre limité d'entrevues (27) a pu être réalisé. Aussi, reste-t-il à valider les communautés dégagées, et ce, de manière à établir des liens plus étroits avec les profils sociodémographiques des populations et les types de fermes. Cela dit, il ressort clairement que les populations entretiennent des relations multiples, directes et indirectes, à la fois d'ordre hédoniste, affective et utilitaire, liées au milieu social de ces territoires d'intensification agricole. La notion de communautés de relations au territoire offre ainsi un moyen de mieux comprendre les interactions entre les différentes relations que les individus entretiennent avec le territoire. Sans pour autant réduire les divergences entre les populations rurales, ces communautés regroupent des individus qui, à un moment donné, sur un territoire donné, partagent avant tout des valeurs et une vision d'avenir communes pour leur territoire. Ces communautés ne doivent évidemment pas être vues comme des ensembles homogènes et exclusifs puisqu'une communauté donnée partage le plus souvent certaines relations au territoire avec les autres communautés. De même, selon la situation à laquelle fait face l'individu, un type de relations au territoire pourra prendre une importance accrue par rapport à une autre ; divisant parfois une communauté qui semblait partager des valeurs et des visions similaires. De même encore, il importe de relever que les relations

qu'un individu entretient avec un élément du territoire peuvent évoluer au cours de sa vie. Ainsi, un individu pourra se rapprocher tantôt d'une communauté, tantôt d'une autre. C'est dire que ni les communautés de relations au territoire ni l'appartenance d'un individu à celles-ci ne sont des entités fixes dans le temps. Pouvant être différentes en d'autres endroits et à d'autres moments, les communautés fournissent une image en un temps donné des convergences et divergences au plan des valorisations du territoire et des préoccupations et visions d'avenir entre les individus présents sur un territoire. Elles offrent ainsi un cadre de lecture de enjeux liés à l'utilisation et à l'aménagement du territoire et plus particulièrement dans le contexte actuel, des enjeux liés à la recomposition sociodémographique des milieux ruraux.

Paysage, néo-ruraux et nouvelle ruralité

Les travaux dont font état les pages qui précèdent ont pour origine, rappelons-le, un triple constat à savoir, la transformation profonde de l'agriculture, les mutations subséquentes des territoires ruraux et la montée d'intérêt pour le paysage. Ces constats nous ont d'abord amenés à mieux saisir, à partir de territoires contrastés (territoires de déprise et d'intensification agricole), le rôle du paysage comme agent de recomposition sociodémographique des campagnes, et ce, à travers une lecture des modes d'implantations puis des motifs de migrations qui leur sont sous-jacents. De cette double lecture suggérant la présence de nouvelles manières d'habiter en milieu rural, nous avons par la suite cherché à mieux comprendre les relations que les individus entretiennent tant avec les territoires ruraux qu'avec leurs collectivités locales. Or, l'examen de ces relations a révélé que, par-delà des différences bien réelles, il existe au plan des valorisations et des préoccupations d'avenir des convergences telles entre les catégories d'individus en présence qu'il nous est paru opportun de questionner la pertinence des binômes traditionnels (ex. : néo-ruraux vs ruraux de souche ; agriculteurs vs

non-agriculteurs, entre autres). C'est dans ce contexte que nous avons proposé et utilisé la notion de communautés de relations au territoire comme outil de lecture et de compréhension des milieux ruraux. Parmi les différents résultats issus de cette longue démarche, trois éléments semblent commander une attention particulière.

D'abord, comme le suggérait déjà la dissociation croissante des dynamiques agricoles et démographiques des municipalités mises en évidence par l'analyse régionale des recensements, nos travaux révèlent que le paysage constitue bel et bien aujourd'hui un facteur majeur de recomposition des milieux ruraux. En cela, le Québec s'inscrit à l'intérieur d'une tendance qui traverse bon nombre de pays occidentaux. Aux États-Unis, par exemple, l'analyse comparative des recensements (1990-2000) a très clairement ressorti l'influence directe des caractéristiques du paysage sur les flux de migration en milieu rural ; les régions les plus favorisées étant celles qui présentent un mélange de forêt et de milieux ouverts, une topographie plus marquée, des plans d'eau et des superficies de culture intensive limitées (McGranaham, 2008). Cette importance nouvelle du paysage sur l'implantation résidentielle en milieu rural est à l'évidence appelée à agir de manière significative sur les dynamiques territoriales, et ce, tant aux plans démographiques que socioéconomiques. Ainsi, si la capacité de répondre aux désirs d'espace, de permettre de réaliser ses projets et de bénéficier d'un cadre de vie plus naturel semblent des caractéristiques communes ayant motivé l'installation des nouveaux migrants, certaines autres caractéristiques – la présence d'une topographie marquée offrant des vues panoramiques par exemple – ajouteraient significativement à l'attrait exercé auprès de certains de ces migrants. Dans ces circonstances, les municipalités présentant de telles caractéristiques pourraient largement bénéficier de cette importance nouvelle du paysage, et ce, au détriment de municipalités qui en sont dépourvues. C'est donc dire que les territoires

ruraux les mieux à même de répondre aux sensibilités paysagères prédominantes pourraient dans les années futures être sollicités au point d'être marqués, comme constaté ailleurs (Halfacree, 1994), par une certaine forme d'embourgeoisement. À l'inverse et de manière parallèle, les autres territoires pourraient présenter des risques de dévitalisation inédits à ce jour. Allant dans le sens des recherches récentes sur les migrations liées aux aménités (« amenity migration »; Cadieux et Hurley, 2011; Gosnell & Abrams, 2011) nos travaux invitent donc, à approfondir et à valider ces hypothèses à partir de territoires présentant des caractéristiques paysagères contrastées et ce afin de mieux mesurer l'importance réelle de celles-ci dans la recomposition sociodémographique des milieux ruraux.

Ensuite, nos résultats forcent à un retour sur la notion de ruralité et conséquemment, sur la portée du terme « néo-ruraux ». Si comme mentionné dans l'introduction, la définition usuelle de celui-ci renvoie à « l'implantation permanente d'urbains en milieu rural », ce phénomène pourrait bien n'être qu'une des multiples expressions de la « nouvelle ruralité ». Ressortant, au final, comme une forme d'extension des mouvements de « contreurbanisation » (Beale, 1975) et de périurbanisation (Bauer & Roux, 1976) liés notamment à une mobilité accrue (Halfacree, 1994) et à l'attrait qu'exercent certaines formes de nature dans les choix résidentiels (Fortin & Després, 2009), ce phénomène s'inscrit dans la diversification des fonctions de l'espace rural en cours (Holmes, 2006). Celui-ci n'est plus exclusivement qu'espace de production, fusse-t-elle agricole, forestière ou minière, il est aussi aujourd'hui réserve de patrimoine naturel et culturel, espace de récréation, cadre de vie, entre autres. Or, comme le montrent nos travaux, cette diversification des fonctions du rural s'accompagne d'une diversification des relations que les individus entretiennent avec le territoire. Ainsi, si d'aucuns continuent à entretenir des relations utilitaires productivistes (ex. : production agricole), ces relations ne sont aujourd'hui plus,

pour plusieurs, dominantes. Dans ce contexte de « nouvelle ruralité », les relations hédonistes occupent effectivement une importance telle qu'elles influent largement sur le choix résidentiel. Pour la majorité des populations, ce n'est donc plus la qualité des sols ou la quantité de ressources à extraire qui détermine le lieu de résidence en milieu rural comme la capacité de celui-ci à agir comme support à de telles relations. Alors que les travaux menés à Havelock sont venus confirmer l'importance des caractéristiques du territoire aptes à supporter de telles relations dans le choix de localisation résidentielle des urbains en milieu rural, ceux menés en zone d'intensification agricole (Saint-Dominique et Saint-Valérien-de-Milton) ont pour leur part révélé que cette importance prévalait également dans les cas de « relocalisation » résidentielle de ruraux en zone rurale. Ainsi donc, nos travaux forcent à reconnaître que les néo-ruraux soit ces individus d'origine urbaine qui, comme souligné en introduction, se sont implantés durablement en milieu rural, ne sont pas les seuls à choisir une localisation sur la base de relations hédonistes au territoire.

Enfin, nos travaux ont révélé l'importance de s'attacher aux relations que les populations rurales, quelles que soient leur occupation et leur origine, entretiennent avec leur territoire et leur collectivité locale. Si la majorité des recherches se sont par le passé attardées sur les conflits associés à la venue de nouvelles populations en campagne, nos travaux ont montré l'existence de nombreuses convergences et du coup, la nécessité de dépasser les binômes traditionnels. Ceci semble d'autant plus nécessaire que les populations *néo-rurales* ne constituent pas un groupe uniforme, pas plus que les populations locales, agricoles ou non agricoles. En définitive, ce qui distingue les individus, au-delà de leur occupation et de leur origine, c'est le poids qu'ils accordent aux différentes relations qu'ils entretiennent avec leur territoire et leur collectivité locale. Ainsi, sans en nier l'importance, l'étude des « citoyens qui se sont établis de manière durable »

ne peut à elle seule assurer la compréhension des enjeux que soulève la recomposition sociodémographique des milieux ruraux. Plus encore, elle pourrait contribuer à entretenir les tensions et les polarisations, perçues ou effectives, entre certains segments de populations locales. Dans ce contexte, la notion de communautés de relations au territoire nous paraît particulièrement féconde. Elle pourrait offrir une meilleure compréhension des interactions entre les multiples relations que les individus entretiennent avec le territoire et ultimement, pourrait représenter un cadre de lecture plus juste des différents enjeux liés à la recomposition sociodémographique des milieux ruraux.

Références

- Bauer, G, & Roux JM. 1976. *La rurbanisation ou la ville éparpillée*. Paris : Édition du Seuil.
- Beale, C. 1975. *The Revival of Population Growth in Nonmetropolitan America*. ERS-605. Washington, DC : US Department of Agriculture, Economic Research Service.
- Bédard M, & Fortin A. 2004. Intimité, mobilité et urbanité en 1978 et 2000. *Recherches sociographiques* 45, 493-519.
- Berleant, A. 1994. Aesthetics and community. *The Journal of Value Inquiry* 28, 257-272.
- Bossuet, L. 2007. Les conflits du quotidien en milieu rural. *Géographie, Économie, Société* 9, 141-164.
- Brehm, JM, et al. 2006. Community attachments as predictors of local environmental concern. *American Behavioral Scientist* 50, 142-165.
- Brunet, Y. 1980. L'exode urbain, essai de classification de la population exurbaine des Cantons de l'Est. *Le Géographe canadien* 24, 385-405.
- Cadioux, KV, & Hurley P. 2011. Amenity migration, exurbia, and emerging rural landscapes : global natural amenity as place and as process. *GeoJournal* 76, 297-302.
- Cognard, F. 2001. Reprise démographique et nouvelles populations dans les moyennes montagnes françaises. *Espace, populations, sociétés* 1-2, 53-68.
- Courville, S. 2000. *Le Québec : genèses et mutations du territoire : synthèse de géographie historique*. Québec QC : Les presses de l'Université Laval et l'Harmattan.
- Després, C, & Lord S. 2005. The meaning of home for elderly suburbanites. Dans Rowles, G, & Chaudhury H (dir), *Coming Home : International Perspectives on Place, Time and Identity in Old Age*. New York NY : Springer. 317-340.
- Domon, G, & Bouchard, A. 2007. The landscape history of Godmanchester (Québec, Canada), Two centuries of shifting relationships between anthropic and biophysical factors. *Landscape Ecology* 22, 201-214.
- Domon, G, et al. 1993. The dynamics of the forest landscape of Haut-Saint-Laurent (Québec, Canada) : interactions between biophysical factors, perceptions and policy. *Landscape and Urban Planning* 25, 53-74.
- Fortin, A, & Després, C. 2008. Le juste milieu : représentations de l'espace des résidents du périurbain de l'agglomération de Québec. *Cahiers de géographie du Québec* 52, 153-174.
- Fortin, A, & Després, C. 2009. Le choix du périurbain à Québec : nature et biographie résidentielle. *Articulo – revue de sciences humaines*, <http://articulo.revues.org/1416>.
- Fortin, G. 1971. *La fin d'un règne*. Montréal, Hurtubise HMH.
- Fortman, L, & Kusel, J. 1990. New voices, old beliefs : forest environmentalism among new and long-standing rural residents. *Rural Sociology* 55, 214-232.
- Gosnell, H, & Abrams, J. 2011. Amenity migration : diverse conceptualizations of drivers, socioeconomic dimensions, and emerging challenges. *GeoJournal* 76, 303-322.
- Gouvernement du Québec. 1979. *Bâtir le Québec – Énoncé de politique économique*. Québec.
- Green, GP, et al (dir). 2005. *Amenities and Rural Development : Theory, Methods and Public Policy*. Cheltenham UK : Edward Elgar.
- Halfacree, K. 1994. The importance of the rural in the constitution of counterurbanization : evidence from England in the 1980s. *Sociologia Ruralis* 34, 164-189.
- Hoggart, K. 2007. The diluted working class of rural England and Wales. *Journal of Rural Studies* 23, 305-317.
- Holmes, J. 2006. Impulses towards a multi-functional transition in rural Australia : gaps in the research agenda. *Journal of Rural Studies* 22, 142-160.
- Jean, B. 1997. *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*. Québec QC : Presses de l'Université du Québec.
- Krannich, RS, et al. 2006. Social change and well being in western amenity-growth communities. Dans Kandel, WA, & Brown, DL (dir), *Population Change and Rural Society*. Dordrecht : Springer. 311-332.
- MAPAQ. 1998. *Engagements des décideurs du forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois* 5 et 6 mars 1998. St-Hyacinthe QC : Gouvernement du Québec.
- McGranaham, DA. 2008. Landscape influence on recent rural migration in the U.S. *Landscape and Urban Planning* 85, 228-240.
- Mendras, H. 1984. *La fin des paysans*. Arles : Actes Sud.
- Miner, H. 1939. *Saint-Denis : un village québécois*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH. Titre original : *St-Denis : A French Canadian Parish*.
- Mormont, M, & Mougnot C. 2002. Sociabilité rurale et action environnementale. Dans Sylvestre, J-P (dir), *Agriculteurs, ruraux et citadins*. Dijon : Educagri Éditions, 171-191.
- Municipalité de Saint-Marcel-sur-Richelieu. 2007. *L'avenir des petites municipalités rurales dans les milieux d'agriculture intensive au Québec, le cas de Saint-Marcel-sur-Richelieu, municipalité régionale de comté des Maskoutains*. Québec, mémoire déposé à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois.
- Paquette, S, & Domon G. 1999. Agricultural trajectories (1961-1991), resulting agricultural profiles and current socio-demographic profiles of rural communities in southern Quebec (Canada) : a typological outline. *Journal of Rural Studies* 15, 279-295.
- Paquette, S, & Domon G. 2001. « Trends in Rural Landscape Development and Socio-demographic Recomposition in Southern Québec (Canada) », *Landscape and Urban Planning*, 55, 215-238.
- Paquette, S. 2007. « Les enjeux de paysage au Québec entre logiques de préservation et de développement », *Économie Rurale*, 297-298, 41-54.
- Perron, N. 1980. Genèse des activités laitières 1850-1960. Dans Séguin, N (dir), *Agriculture et colonisation au Québec, aspects historiques*. Montréal : Boréal Express.
- Poullaouec-Gonidec, P., et al. 2003. *Caractérisation des valorisations du littoral métis-sien*, Montréal, Rapport de recherche, Chaire en paysage et environnement, Université de Montréal.
- Roy, L, et al. (soumis). Oldtimers vs Outsiders : Tensions and Affinities in a Rural Locality (Quebec, Canada).
- Roy, L, et al. 2005. La campagne des néoruraux : motif de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique. *Recherches sociographiques* 46, 35-65.
- Ruiz, J, & Domon, G. 2009 (soumis). *Relationships with landscapes of the rural dwellers in Intensive agricultural areas : case study in Québec (Canada)*.

Ruiz, J. et Domon, G. 2005 « Les paysages de l'agriculture en mutation », dans Poul-laouec-Gonidec, P., Domon, G., & Paquette, S. (dir.), *Paysages en perspective*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 47-97.

Salamon, S. 2003. *Newcomers to Old Towns. Suburbanization of the Heartland*. Chicago IL : University of Chicago Press.

Simard, M. 2007. Nouvelles populations rurales et conflits au Québec : regards croisés avec la France et le Royaume-Uni, *Géographie Économie Société* 9, 187-213.

Voulligny, É, et al. 2009. An assessment of ordinary landscapes by an expert and by its residents : landscape values in areas of intensive agricultural use. *Land Use Policy* 26, 890-900.

Voulligny, É. 2007. *La compréhension des valorisations paysagères : vers une nouvelle méthode d'analyse des paysages de l'ordinaire*, Montréal, Maîtrise en aménagement, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal.

Weber, M. 1965. *Essai sur la théorie de la science*. Paris : Plon.

Zins, M, & Jacques, J. 1999. La valeur touristique et économique des paysages. *Téoros* 18, 48-51.

Remerciements

Cette synthèse n'aurait pu voir le jour sans la participation des résidentes et des résidents des municipalités à l'étude (Havelock, Saint-Valérien-de-Milton, Saint-Dominique, St-Jacques, Ste-Marie-Salomé et St-Ambroise dans Lanaudière). C'est pour la richesse de leurs propos que nous leur sommes aujourd'hui redevables. Les auteurs ont bénéficié du soutien financier du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), du Fonds pour la Formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) et des Fonds québécois de la recherche (Action concertée « Environnement rural »).

Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal en collaboration, entre autres, avec 7 ministères québécois, événement qui s'est tenu à Montréal en juin 2008.

⁴Le Canton de Havelock (88 km²), situé à l'extrême sud du Québec, est représentatif d'un groupe plus large associé au profil des « municipalités rurales en transition ». De fait, Havelock a connu une croissance de population de 21 % de 1961 à 1991 alors que la part de la population agricole passait de 63 % à 30 %.

⁵Le terme « contexte paysager » renvoie ici aux combinaisons particulières d'attributs d'ordre visuel (ex. : ouverture et profondeur du champ visuel, vue dominante) et topographique (ex. : sommet, versant supérieur et inférieur, plaine) de chacun des lots.

⁶Lieu de naissance, occupation, lieu de travail, lieu de résidence précédent, année d'acquisition de la propriété.

⁷Ces agriculteurs sont ici qualifiés d'*itinérants* parce qu'ils cultivent une terre dans Havelock sans y résider. Producteur de maïs ou de soya, ils exploitent de grandes entreprises agricoles.

⁸Pour une description détaillée de ce troisième territoire, voir Voulligny (2007).

⁹Le terme « territoire » fait ici référence à la réalité matérielle du paysage.

¹⁰Une présentation détaillée de ces bases théoriques, de la méthode et des résultats, se trouve dans Ruiz & Domon (2009).

¹ Cet article présentant avant tout une synthèse de notre cheminement de recherche, pour les assises théoriques et conceptuelles, ainsi que les précisions méthodologiques de chaque étude, le lecteur pourra se référer à la bibliographie.

² Les secteurs morainiques font ici référence à des secteurs à topographie plus marquée, constitués de buttes rocheuses et caillouteuses.

³ Initiatives présentées dans le cadre du 1^{er} Forum québécois sur la demande sociale en paysage mené par la Chaire UNESCO et la